



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

**Rapport mondial des Nations Unies sur la  
mise en valeur des ressources en eau 2019**

# Ne laisser personne pour compte

**Faits et chiffres**



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



Programme  
mondial pour  
l'évaluation des  
ressources en eau



Objectifs de  
développement  
durable



## La disponibilité et la demande en eau

La figure 1 offre un aperçu global des pays qui font face à des stress hydriques de différents niveaux (le stress hydrique physique désigne ici le rapport entre la quantité totale d'eau douce prélevée annuellement par tous les grands secteurs, y compris les besoins environnementaux en eau, et la quantité totale de ressources renouvelables en eau douce. Il est exprimé en pourcentage).

Plus de 2 milliards de personnes vivent dans des pays soumis à un stress hydrique physique élevé. Bien qu'au niveau mondial le stress hydrique ne se situe qu'à 11 %, 31 pays sont confrontés à un stress hydrique compris entre 25 % (soit le seuil minimal de stress hydrique) et 70 %. Dans 22 pays, le stress hydrique est de plus de 70 %, ce qui veut dire que ces pays subissent un fort stress hydrique (ONU, 2018a)<sup>1</sup>.

L'augmentation du stress hydrique traduit une utilisation considérable des ressources en eau, comportant des répercussions plus lourdes sur la durabilité des ressources, ainsi qu'un risque accru de conflits entre les utilisateurs.

Par exemple, on estime qu'environ 4 milliards de personnes, soit près des deux tiers de la population mondiale, font face à une grave pénurie d'eau au moins un mois par an (Mekonnen et Hoekstra, 2016).

L'utilisation de l'eau dans le monde augmente annuellement d'environ 1 % depuis les années 1980 (AQUASTAT, s.d.). La demande mondiale en eau devrait continuer d'augmenter jusqu'en 2050, soit 20 à 30 % de plus que le niveau actuel (Burek et al., 2016). Cette augmentation régulière résulte principalement de la hausse de la demande dans les pays en développement et les économies émergentes (même si l'utilisation de l'eau par habitant dans la majorité de ces pays reste très inférieure à celle des pays développés — ils commencent tout juste à combler leur retard).

L'agriculture (y compris l'irrigation, l'élevage et l'aquaculture) est de loin le plus grand consommateur de ressources en eau, puisqu'elle est à l'origine de 69 % des prélèvements annuels d'eau dans le monde, contre 19 % pour l'industrie (y compris la production d'électricité) et 12 % pour les ménages (AQUASTAT, s.d.).

Bien que les projections spécifiques puissent varier, la part de l'agriculture dans l'utilisation totale de l'eau devrait donc diminuer par rapport à d'autres secteurs, mais elle restera le plus gros utilisateur global au cours des prochaines décennies, tant en termes de prélèvement que de consommation d'eau<sup>2</sup>.

Après de 80 % des terres cultivées mondiales sont pluviales, et 60 % de la nourriture du monde est produite par des terres pluviales. Des recherches provenant de différentes parties du monde montrent que l'irrigation d'appoint au sein de systèmes agricoles pluviaux peut non seulement garantir la survie des cultures, mais également doubler voire tripler les rendements des terres pluviales par hectare pour des cultures telles que les cultures de blé, de sorgho et de maïs (Oweis et Hachum, 2003 ; Rockström et al., 2007 ; HLPE, 2015).

L'accès aux ressources en eau est souvent lié aux droits fonciers, notamment en milieu rural. Dans le monde, les femmes représentent moins de 20 % des propriétaires fonciers. En Afrique du Nord et en Asie occidentale, elles représentent moins de 5 % (FAO/FIDA/PAM, 2012).

## Qualité de l'eau

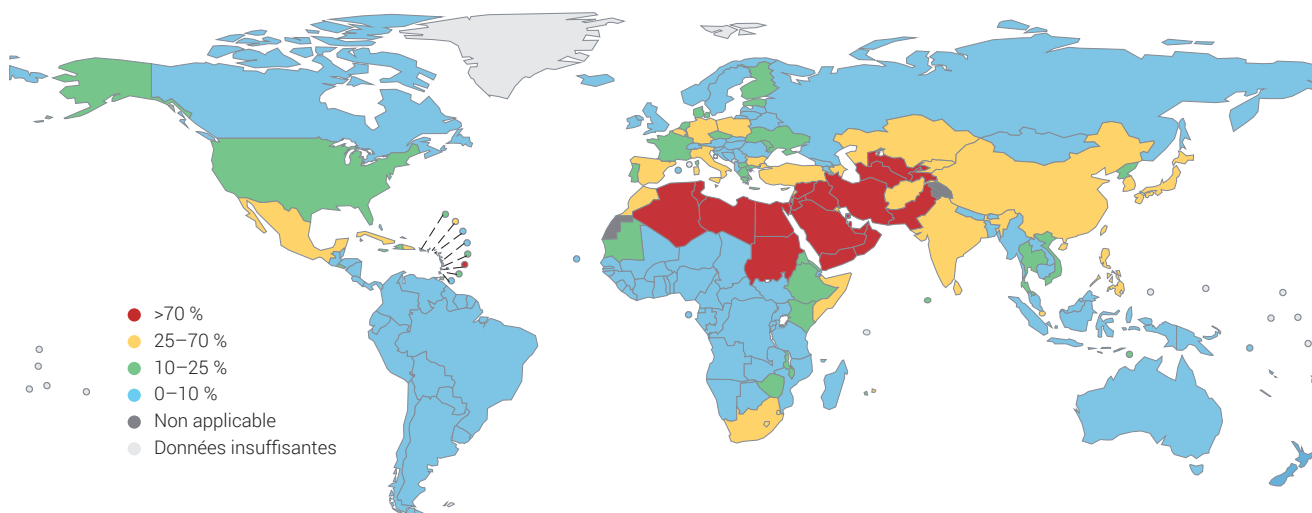
Dans le monde, plus de 80 % des eaux usées municipales et industrielles sont libérées dans l'environnement sans traitement approprié (WWAP, 2017).

Plusieurs maladies liées à l'eau, dont le choléra et la schistosomiase, restent largement répandues dans de nombreux pays en développement, où seule une infime partie (dans certains cas, moins de 5 %) des eaux usées domestiques et urbaines sont traitées avant d'être libérées dans l'environnement (WWAP, 2017).

<sup>1</sup> Pour les sources citées dans ce document, veuillez consulter le rapport sur : [www.unesco.org/water/wwap](http://www.unesco.org/water/wwap).

<sup>2</sup> **Prélèvement d'eau** : volume d'eau prélevé d'une source ; par définition, les prélèvements sont toujours supérieurs ou égaux à la consommation. **Consommation d'eau** : volume prélevé qui n'est pas retourné à sa source (c'est-à-dire, évaporé ou transporté à un autre endroit) et qui, par définition, n'est plus disponible pour d'autres utilisations locales.

**FIGURE 1** Niveau de stress hydrique physique



Source: ONU (2018a, p. 72, sur la base des données d'AQUASTAT) © 2018 Nations Unies. Reproduit avec la permission des Nations Unies<sup>3</sup>.

Les charges en matières nutritives, qui sont principalement émises par l'agriculture, demeurent l'une des formes les plus communes de pollutions de l'eau. « Toutefois, les villes des pays en développement qui connaissent une croissance rapide sont appelées à devenir des sources importantes d'émissions de matières nutritives » (PBL Netherlands Environmental Assessment Agency, 2018, p. 42), surtout lorsqu'un nombre croissant de ménages ne disposent pas de systèmes adéquats de traitement des eaux usées.

## Inondations et sécheresses

Dans la plupart des cas, les zones sèches auront tendance à devenir plus sèches, et les zones humides plus humides (figure 4), de sorte que les changements climatiques exacerberont probablement le stress hydrique dans les zones qui sont déjà les plus touchées.

Environ 90 % de toutes les catastrophes naturelles sont liées à l'eau. Au cours de la période 1995-2015, les inondations constituaient 43 % de toutes les catastrophes naturelles documentées. Elles ont touché 2,3 milliards de personnes, entraînant la mort de 157 000 personnes et provoquant des dommages estimés à 662 milliards de dollars EU (CRED/UNISDR, 2015).

Les sécheresses, qui représentaient 5 % des catastrophes naturelles, ont touché 1,1 milliard de personnes, causé entraînant la mort de 22 millions de personnes provoquant des dommages estimés à 100 milliards de dollars EU sur la même période (CRED/UNISDR, 2015).

Par ailleurs, en moyenne 25,3 millions de personnes sont déplacées chaque année du fait de catastrophes soudaines (IDMC, 2018). Bien que les graphiques puissent varier d'année en année selon l'occurrence et la magnitude des catastrophes, le risque global de déplacement du fait de catastrophes a doublé depuis les années 1970, surtout à cause de la croissance démographique, de l'exposition accrue aux aléas climatiques, et de la vulnérabilité croissante face à ces aléas.

Les personnes exclues de ces graphiques sont les personnes déplacées du fait d'événements et d'agresseurs à évolution lente (par exemple la sécheresse chronique, l'élévation du niveau de la mer, la désertification, l'érosion des écosystèmes, entre autres choses), puisque les raisons de ces déplacements sont souvent complexes.

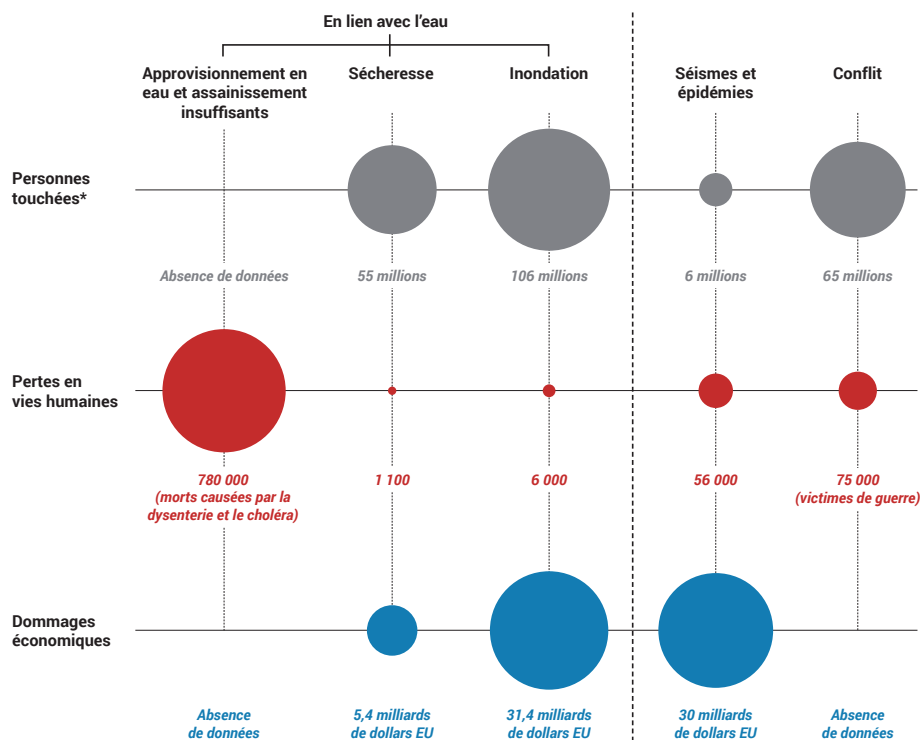
Il existe de plus en plus de données montrant que l'appauvrissement des ressources naturelles, telles que l'eau, du fait de leur utilisation excessive, de la dégradation environnementale et des changements climatiques, peut être un facteur majeur de migration (FAO/PAM/Université d'État de l'Oregon, 2018).

<sup>3</sup> La présente traduction est non officielle pour laquelle l'éditeur accepte toute responsabilité.

On s'attend à ce que les changements climatiques augmentent la fréquence et l'ampleur des phénomènes météorologiques extrêmes.

Néanmoins, le nombre de personnes touchées ou qui ont perdu la vie par le manque de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dépasse largement le nombre de personnes touchées et tuées par les inondations, les sécheresses et les conflits (figure 2).

**FIGURE 2** Incidence annuelle, en moyenne, du manque de services d'eau potable et d'assainissement<sup>4</sup>, des catastrophes liées à l'eau, des épidémies, des tremblements de terre et des conflits



\*Les personnes touchées sont celles qui nécessitent une aide immédiate en situation d'urgence ; il peut s'agir de personnes déplacées ou évacuées.

Source : Adapté de PBL Netherlands Environmental Assessment Agency (2018, p. 14). Avec l'autorisation de Creative Commons Attribution 3.0 Unported (CC BY 3.0).

Les barrages et les réservoirs de petite taille, à l'échelle locale et adaptés ses besoins, peuvent contribuer à renforcer la sécurité hydrique et à protéger contre les inondations, tout en fournissant une énergie renouvelable aux populations locales.

## Services d'approvisionnement en eau et d'assainissement

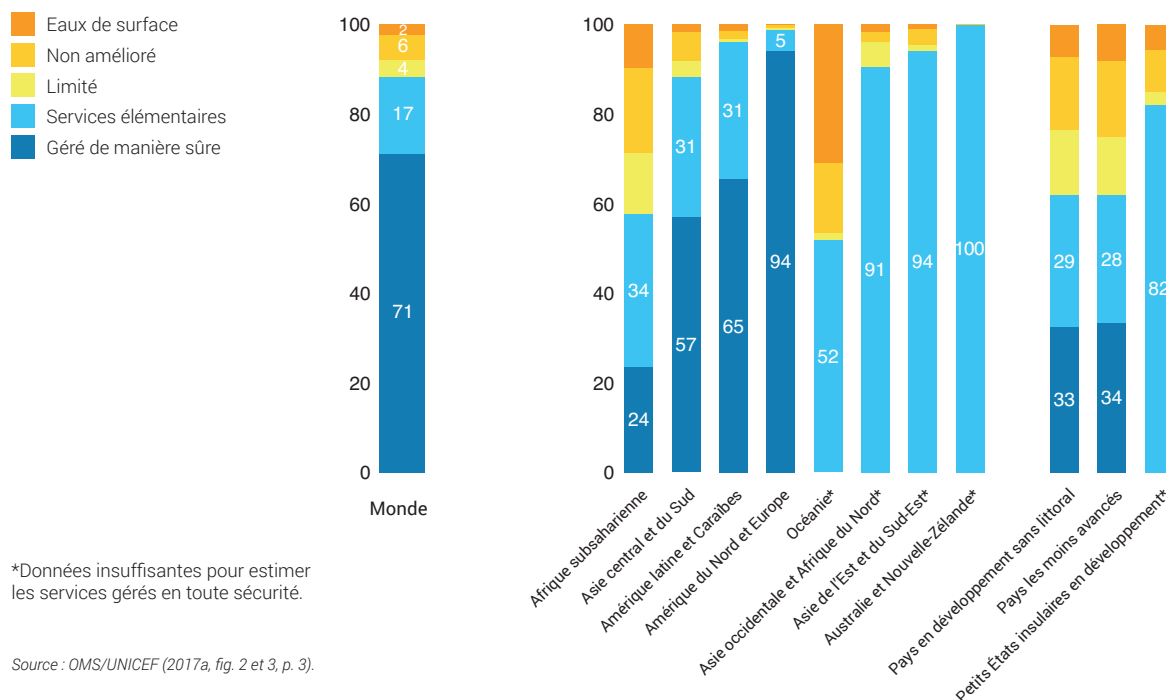
Certes, des progrès ont été accomplis durant la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). En 2015, 181 pays avaient atteint une couverture de plus de 75 % pour les services élémentaires d'eau potable. En outre, la part de la population mondiale utilisant au moins un service élémentaire d'eau potable est passée de 81 % en 2000 à 89 % en 2015. Néanmoins, environ trois personnes sur dix (2,1 milliards de personnes, soit 29 % de la population mondiale) étaient privées d'accès à un service d'eau potable géré en toute sécurité<sup>5</sup>, tandis que 844 millions de personnes n'avaient même pas accès à un service élémentaire<sup>6</sup> d'eau potable (Figure 3).

<sup>4</sup> En 2015, environ 2,1 milliards de personnes n'avaient pas accès à des services d'eau potable gérés de manière sûre et 4,5 milliards de personnes n'avaient pas accès à des services d'assainissement gérés de manière sûre (OMS/UNICEF, 2017a). Cependant, aucune donnée disponible ne permet d'estimer la proportion de ces personnes qui ont été « touchées », ni de déterminer l'ampleur des dommages économiques globaux qui en résultent.

<sup>5</sup> C'est-à-dire, l'eau potable provenant d'une source d'eau améliorée située sur place, disponible en cas de besoin et exempte de contamination fécale et chimique. Les sources « améliorées » incluent : l'eau courante, les forages ou puits tubulaires, les puits creusés protégés, les sources protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée ou livrée.

<sup>6</sup> C'est-à-dire, l'eau potable provenant d'une source améliorée, à condition que le temps de collecte ne dépasse pas 30 minutes par trajet aller-retour, en incluant le temps d'attente.

**FIGURE 3** Couverture mondiale en eau potable et couverture régionale des services d'approvisionnement en eau, 2015 (%)



La couverture des services d'eau potable gérés en toute sécurité varie considérablement d'une région à l'autre ; établie à seulement 24 % en Afrique subsaharienne, elle culmine à 94 % en Europe et en Amérique du Nord, les quintiles de richesse et les régions sous-nationales. Sur l'ensemble de la population utilisant des services d'eau potable gérés en toute sécurité, seule une personne sur trois (1,9 milliard) vivait dans les zones rurales (OMS/UNICEF, 2017a).

Néanmoins, parmi les pays dont la couverture était inférieure à 95 % en 2015, seul un pays sur cinq est en passe d'atteindre les services élémentaires d'approvisionnement en eau pour tous d'ici à 2030 (ONU, 2018a).

Du progrès a également été accompli en matière de couverture de l'assainissement durant la mise en œuvre des OMD. En 2015, 154 pays avaient atteint une couverture de plus de 75 % pour les services élémentaires d'assainissement. En outre, la part de la population mondiale utilisant au moins un service élémentaire d'assainissement est passée de 59 % en 2000 à 68 % en 2015.

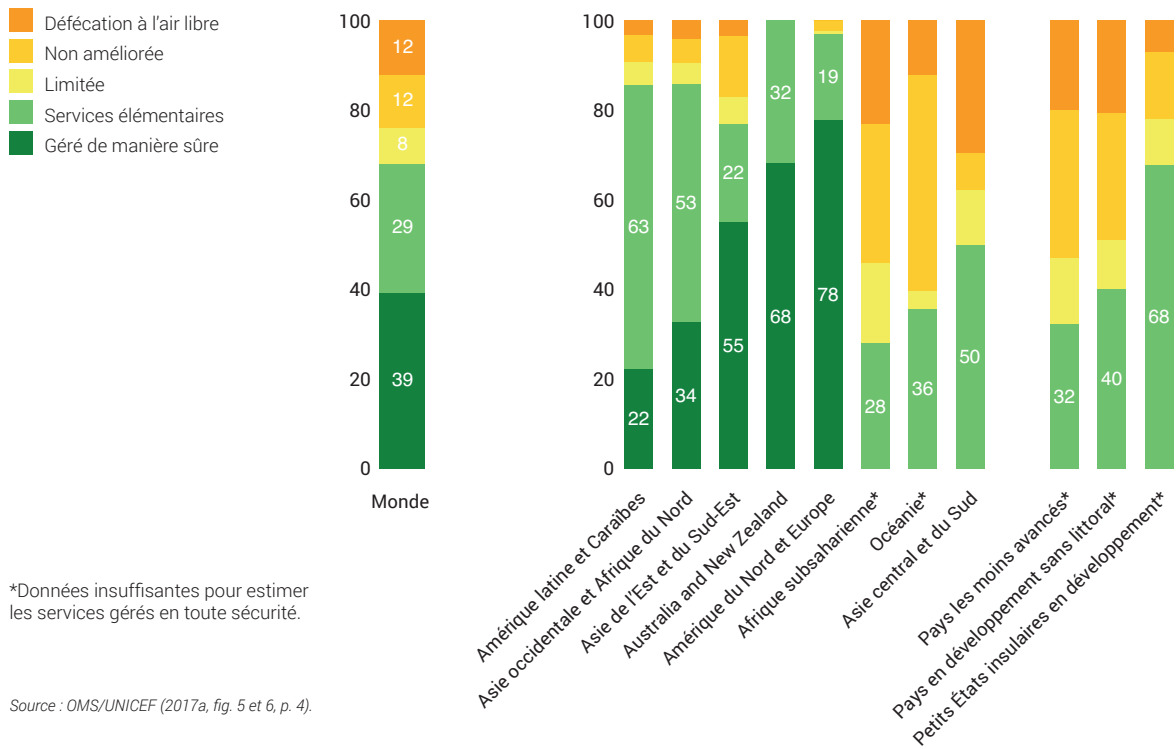
En 2015, seules 2,9 milliards de personnes dans le monde (soit 39 % de la population mondiale) disposaient de services d'assainissement gérés en toute sécurité<sup>7</sup> (Figure 4). Parmi elles, deux personnes sur cinq (soit 1,2 milliard de personnes) vivaient en milieu rural. Quelque 2,1 milliards de personnes supplémentaires avaient accès à des services « élémentaire »<sup>8</sup> d'assainissement. Les 2,3 milliards de personnes restantes (une personne sur trois) n'avaient même pas accès à un service élémentaire d'assainissement ; parmi elles, 892 millions de personnes pratiquaient encore la défécation en plein air (OMS/UNICEF, 2017a).

Néanmoins, parmi les pays dont la couverture était inférieure à 95 % en 2015, seul un pays sur dix est en passe d'atteindre les services élémentaires d'assainissement pour tous d'ici à 2030 (ONU, 2018a).

Les résultats du Rapport 2017 de l'Analyse et évaluation mondiales sur l'assainissement et l'eau potable d'ONU-Eau (OMS, 2017b) suggèrent que l'insuffisance de ressources financières constitue un obstacle majeur à la hausse des investissements dans la plupart des pays. Bien que les budgets WASH des gouvernements augmentent à une moyenne annuelle de 4,9 %, plus de 80 % des pays contrôlés déclarent ne pas bénéficier d'un financement suffisant pour être en mesure d'atteindre leurs objectifs en matière d'eau potable, d'assainissement et de qualité de l'eau dans les zones urbaines. Cette proportion atteint d'ailleurs 90 % dans les zones rurales.

<sup>7</sup> C'est-à-dire, l'utilisation d'installations améliorées qui ne sont pas partagées avec d'autres ménages et où les excréments sont éliminés en toute sécurité sur place ou transportés et traités hors site. Les installations « améliorées » comprennent les chasses d'eau et les chasses d'eau avec évacuation vers les réseaux d'égouts, les fosses septiques ou fosses d'aisance, les latrines à fosse améliorées ventilées, les toilettes à compostage ou latrines à fosse avec dalles.

<sup>8</sup> C'est-à-dire, l'utilisation d'installations améliorées qui ne sont pas partagées avec d'autres ménages.

**FIGURE 4** Couvertures mondiale et régionale des services d'assainissement, 2015 (%)

Une étude de Hutton et Varughese (2016) affirme que les niveaux actuels de financement des services WASH sont globalement inférieurs aux coûts du capital requis pour répondre aux besoins élémentaires en matière de WASH d'ici 2030 (voir figure 5). En outre, ces exigences sont nettement inférieures aux besoins d'investissement pour la mise en place de services WASH sûrs (ODD 6.1 et 6.2). À cet effet, il faudrait tripler les niveaux d'investissement annuels actuels (pour atteindre 114 milliards de dollars EU). Il convient d'ailleurs de noter que l'estimation des besoins en ressources ne tient pas compte des coûts de fonctionnement et d'entretien, ce qui rend les besoins réels de financement encore plus élevés.

L'appui de la communauté internationale de donateurs restera crucial pour le monde en développement, mais ne peut pas être la principale source de financement. La partie relative aux services WASH de l'aide publique au développement (APD) s'est stabilisée à près de 5 % des engagements en APD au cours de ces dernières années, et il est peu probable qu'elle augmente considérablement à l'avenir (ONU, 2018a). Toutefois, il reviendra aux gouvernements nationaux d'augmenter considérablement les sommes de financement disponibles pour l'élargissement des services WASH.

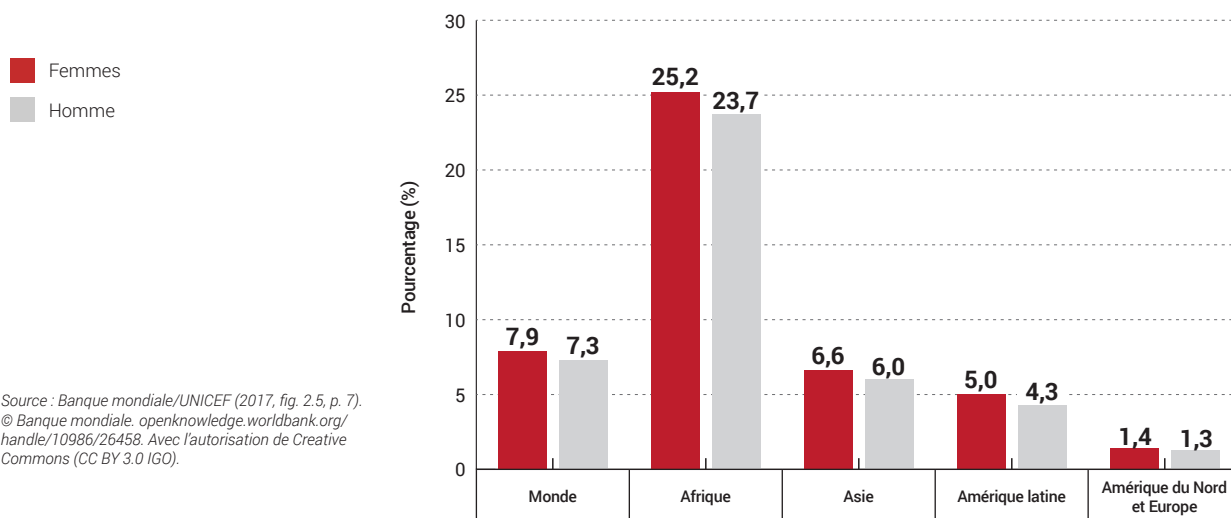
## Croissance des populations et des établissements humains

En juin 2017, la population mondiale s'élevait à 7,6 milliards de personnes. Elle devrait passer à 8,6 milliards de personnes en 2030 et avant d'atteindre 9,8 milliards de personnes en 2050 (DAES, 2017a).

Près de la totalité de la croissance démographique actuelle a lieu en Afrique et en Asie. Cependant, au-delà de 2050, on s'attend à ce que l'Afrique soit le principal contributeur à la croissance démographique (DAES, 2017a).

Actuellement, plus de la moitié (54 %) de la population mondiale vit dans les villes. Le rapport entre la population urbaine et la population rurale devrait passer aux deux tiers (66,4 %) d'ici 2050 (UNICEF, 2017).

**FIGURE 5** Ressources supplémentaires nécessaires pour atteindre les objectifs pour des services élémentaires WASH et gérés de manière sûre



Source : Banque mondiale/UNICEF (2017, fig. 2.5, p. 7).  
 © Banque mondiale. [openknowledge.worldbank.org/handle/10986/26458](https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/26458). Avec l'autorisation de Creative Commons (CC BY 3.0 IGO).

Clause de non-responsabilité : Cette traduction n'a été effectuée par aucune institution membre du Groupe de la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle du Groupe de la Banque mondiale. Aucune institution membre du Groupe de la Banque mondiale n'est responsable du contenu ou d'une erreur dans cette traduction.

En 2015, deux personnes sur cinq dans les zones rurales avaient accès à l'eau courante (une forme d'approvisionnement « amélioré », mais pas nécessairement « géré de manière sûre »), contre quatre personnes sur cinq dans les zones urbaines. De même, le raccordement des égouts est courant dans les zones urbaines, où ils sont utilisés par 63 % de la population, contre seulement 9 % dans les zones rurales (OMS/UNICEF, 2017a).

La proportion de ménages urbains ayant accès à des services améliorés d'approvisionnement en eau et d'assainissement diminue nettement en tenant compte d'indicateurs supplémentaires relatifs à l'eau (quantité, temps et coût) et à l'assainissement (distance, propreté, lavage des mains et salubrité) (ONU-Habitat, 2006).

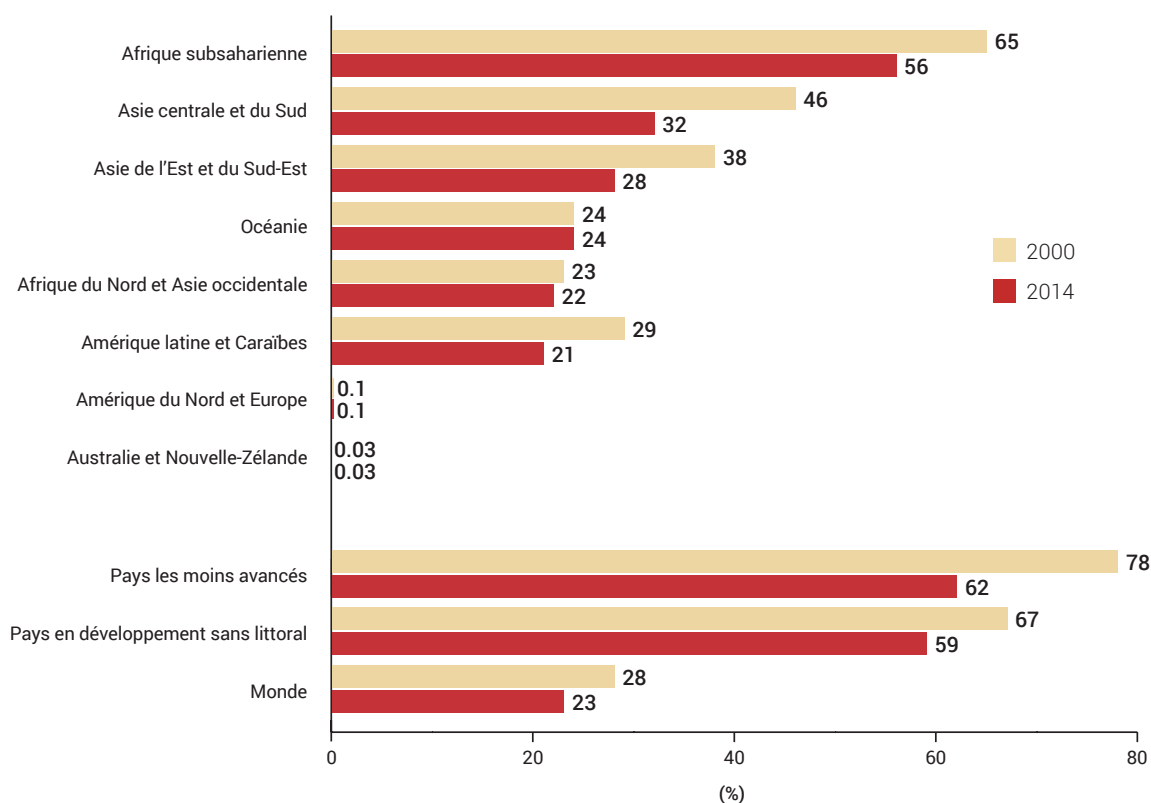
Bien que la proportion de la population urbaine vivant dans des bidonvilles dans le monde soit tombée de 28 % en 2000 à 23 % en 2014, le nombre absolu d'habitants de bidonvilles est passé de 792 millions à environ 880 millions au cours de la même période. Dans les pays les moins avancés, près des deux tiers (62 %) des citoyens vivent dans des bidonvilles (figure 6). L'Afrique subsaharienne reste la région qui abrite le plus de bidonvilles (ONU, 2017).

Les réseaux d'approvisionnement en eau constituent la méthode de transport la moins coûteuse pour acheminer l'eau. Toutefois, les populations pauvres n'y ont souvent pas accès et cette situation aggrave les inégalités, en particulier dans les bidonvilles urbains et dans les zones rurales et reculées.

Les habitants d'établissements informels doivent s'acquitter de factures nettement plus élevées pour l'eau, lesquelles sont souvent 10 à 20 fois supérieures à celles de leurs voisins les plus riches (PNUD, 2006). Les populations ayant les revenus les plus faibles finissent par payer au prix fort ce que les populations aisées obtiennent presque gratuitement.

En 2000, le nombre de personnes privées d'accès à l'électricité est passé de 1,7 milliard à 1 milliard en 2016. Ainsi, la grande majorité (80 %) de la population ayant obtenu l'accès à l'électricité depuis 2010 vit dans des établissements urbains (UNSD, s.d.).

**FIGURE 6** Proportion de la population urbaine vivant dans les bidonvilles, 2000 et 2014



Source: ONU (2017, p. 40). © 2017 Nations Unies. Reproduit avec la permission des Nations Unies<sup>9</sup>.

## Pauvreté, santé et nutrition

Le nombre absolu de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (1,90 dollars EU par jour) est passé de 1,85 milliard en 1990 à 0,76 milliard en 2013. L'Afrique subsaharienne est la seule région qui, entre 1990 et 2013, bien que le taux d'extrême pauvreté de la région ait chuté de 54 % à 41 % sur cette période (Banque mondiale, s.d.).

Cependant, la pauvreté ne se limite en aucun cas aux pays en développement. On estime que 30 millions d'enfants (soit un enfant sur huit) vivant dans les pays les plus riches du monde grandissent dans la pauvreté (UNICEF, 2014).

Deux milliards de personnes vivent actuellement dans des pays où les produits de développement sont touchés par la fragilité, le conflit et la violence. D'ici 2030, 46 % des personnes ayant les revenus les plus faibles au niveau mondial pourraient vivre dans des situations fragiles et touchées par le conflit (Banque mondiale, s.d.).

Près des trois quarts (74 %) des personnes vivant dans l'extrême pauvreté<sup>10</sup> vivent en milieu rural (FAO, 2017b), et la vaste majorité des personnes pauvres en milieu rural sont en réalité de petits exploitants, qui souffrent eux-mêmes d'insécurité alimentaire et de malnutrition.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS, 2017a) estime que chacun doit disposer d'environ 50 litres d'eau par jour pour répondre à ses besoins fondamentaux et limiter les risques sanitaires.

Près de la moitié des personnes qui consomment une eau provenant de sources non protégées vit en Afrique subsaharienne (OMS/UNICEF, 2017a).

<sup>9</sup> La présente traduction est non officielle pour laquelle l'éditeur accepte toute responsabilité.

<sup>10</sup> Le seuil international de pauvreté extrême se trouve à 1,90 dollar EU par jour, parité de pouvoir d'achat 2011 (PPA).



Toutefois, les maladies transmises par l'eau restent une charge de morbidité considérable pour les groupes vulnérables et défavorisés partout dans le monde, en particulier dans les économies à faible revenu où 4 % de la population (environ 25,5 millions de personnes, soit 1 sur 25) souffraient de diarrhée en 2015, dont 60 % étaient des enfants âgés de moins de 5 ans (OMS, 2016b).

Dans le monde, le nombre de personnes sous-alimentées est passé de 777 millions en 2015 à 815 millions en 2016. La dégradation de la sécurité alimentaire et de la nutrition s'observe plus particulièrement dans les zones de conflit et, de manière plus prononcée encore, dans les régions où les conflits se conjuguent à des sécheresses ou à des inondations. La situation s'est surtout aggravée dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne, en Asie du Sud-Est et en Asie occidentale (FAO/FIDA/UNICEF/PAM/OMS, 2017).

Au niveau mondial, 155 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance (FAO/FIDA/UNICEF/PAM/OMS, 2017). Le manque d'accès aux services d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) contribue à la dénutrition et à la transmission d'agents pathogènes, tandis que les infections entravent l'absorption nutritionnelle (Banque mondiale, 2017a). Ces facteurs ont une incidence sur le retard de croissance chez les enfants (ONU, 2018a).

On estime que, pour mettre un terme à la faim d'ici 2030, des investissements supplémentaires dans l'agriculture, s'élevant à 265 milliards de dollars EU par an de 2016 à 2030, seront nécessaires au niveau mondial ; 41 milliards de dollars EU du total devraient être alloués à la protection sociale afin d'intégrer les personnes les plus pauvres des zones rurales ; et 189 milliards de dollars EU du total devraient être alloués à un investissement en faveur des personnes pauvres, dans des régimes productifs et inclusifs de moyens de subsistance, notamment ceux liés à l'eau (FAO/FIDA/PAM, 2015b).

La couverture en installations élémentaires permettant de se laver les mains à l'eau et au savon variait de 15 % en Afrique subsaharienne à 76 % en Asie occidentale et en Afrique du Nord. Toutefois, les données disponibles pour l'année 2015 ne prennent en compte que 30 % de la population mondiale, ce qui est insuffisant pour produire une estimation globale, ou des estimations pour d'autres régions des ODD (OMS/UNICEF, 2017a).

Les données tirées d'études mondiales (Whittington et al., 2012 ; Hutton, 2012a) et nationales (Hutton et al., 2014) affichent généralement des rendements élevés sur les dépenses en matière de WASH, avec notamment un rapport avantages-coûts moyen mondial de 5,5 pour un service d'assainissement amélioré et de 2,0 pour une eau potable améliorée une fois les prestations supplémentaires (par exemple la santé et l'éducation) pris en compte.

## **Vecteurs d'inégalité, de discrimination et de vulnérabilité**

Dans de nombreux pays, les inégalités de genre en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement sont importantes et persistantes. Selon l'Indice de développement humain (IDH), les femmes du monde entier disposent d'un IDH inférieur à celui des hommes, en moyenne (une différence allant jusqu'à 20 % en Asie du Sud), ce qui illustre les effets répandus des inégalités dont les femmes sont victimes (PNUD, 2016).

Les trois quarts des ménages qui n'ont pas accès à l'eau potable chez eux confient la responsabilité principale de la collecter aux femmes et aux filles (UNICEF, 2016). En dépit de la variabilité de la fréquence des routines de collecte de l'eau en fonction des régions du monde, une étude sur le temps et la pauvreté en eau dans 25 pays d'Afrique subsaharienne a estimé que les femmes passent au moins 16 millions d'heures par jour à collecter de l'eau potable, contre 6 millions pour les hommes et 4 millions pour les enfants (OMS/UNICEF, 2012).

Les programmes d'assainissement traditionnels prennent rarement en compte la gestion de la santé menstruelle. Par conséquent, dans de nombreux pays, les besoins des femmes en matière de santé sexuelle et procréative ne sont pas pleinement satisfaits ce qui a des répercussions directes sur le bien-être des femmes et des filles.

Dans 54 pays, environ 38 % des établissements de soins de santé n'ont pas accès à une source d'eau de base et 20 % d'entre eux ne disposent pas d'infrastructures d'assainissement de base (OMS/UNICEF, 2015a).

« L'amélioration des installations d'eau, d'assainissement et d'hygiène dans les établissements scolaires peut avoir des effets positifs importants sur la santé et les résultats scolaires. L'amélioration des installations, en parallèle de l'éducation à l'hygiène, peut également réduire l'absentéisme et accroître la demande d'éducation, en particulier chez les adolescentes, qui peuvent abandonner l'école en raison d'un manque d'installations sanitaires réservées aux filles » (UNESCO, 2016, p. 308).

L'alphabétisme peut favoriser l'élimination de la pauvreté et améliorer l'hygiène et la santé des familles. Il y a cinquante ans, près de 25 % des jeunes étaient dépourvus de compétences minimales en matière d'alphabétisme, contre moins de 10 % en 2016. Toutefois, 750 millions d'adultes — dont les deux tiers sont des femmes — sont toujours analphabètes (UNESCO, 2017b).

Les personnes handicapées se heurtent souvent à des difficultés pour accéder aux points d'eau et aux installations sanitaires qui, fréquemment, ne sont pas conçus de manière à répondre à leurs besoins particuliers. Environ 1 milliard de personnes (soit 15 % de la population mondiale) vivent avec une forme de handicap (OMS, 2015). La prévalence mondiale est plus élevée chez les femmes que chez les hommes, soit 19 % et 12 %, respectivement. Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, on estime que les femmes représentent jusqu'aux trois quarts des personnes handicapées (ONU-Femmes, 2017).

Le monde compte plus de 370 millions de peuples autochtones, soit environ 5 % de la population mondiale. Or, ces personnes sont surreprésentées parmi les populations pauvres (15 % des pauvres et un tiers des 900 millions de ruraux extrêmement pauvres dans le monde)<sup>11</sup>, analphabètes et au chômage. Même dans les pays développés, les peuples autochtones accusent un retard par rapport au reste de la population pour ce qui est de la plupart des indicateurs de bien-être, y compris l'accès aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

L'accès des migrants à des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement sûrs et fiables peut poser des difficultés et des défis exceptionnels dans les zones de transit et de destination.

Loin de chez eux, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays font partie des groupes les plus vulnérables et désavantagés, et rencontrent souvent des obstacles à l'accès à l'approvisionnement de base en eau et aux services d'assainissement. À la fin de l'année 2017, 68,5 millions de personnes dans le monde ont été déplacés de force de leur domicile en conséquence de conflits, de persécutions ou de violations des droits de l'homme (UNHCR, 2018a).

Parmi les personnes déplacées du fait de conflits armés ou de persécutions, 40 millions sont reconnues comme des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP), déplacées de force au sein de leur propre pays, 25,4 millions sont des réfugiés, ayant traversé une frontière internationale, et 3,1 millions sont des demandeurs d'asile qui attendent la détermination de leur statut de réfugié (UNHCR, 2018a). Par ailleurs, on estime également que plus de 10 millions de personnes apatrides se sont vu refuser une nationalité ainsi que des droits de base tels que l'eau, l'assainissement, l'éducation, les soins de santé, l'emploi et la liberté de mouvement. En 2017, 16,2 millions de nouvelles personnes ont été déplacées du fait de conflits (UNHCR, 2018a). Parmi ces personnes, on comptait 11,8 millions d'individus déplacés au sein des frontières de leur pays (IDMC, 2018), et 2,9 millions de nouveaux réfugiés et demandeurs d'asile (UNHCR, 2018a).

## Perspectives régionales

### Région arabe

La région arabe est la plus touchée par le stress hydrique au monde. Les ressources renouvelables totales s'élèvent seulement à 736 m<sup>3</sup> par capita (AQUASTAT, s.d.). La pénurie d'eau, à l'échelle des individus, s'intensifie, et continuera de s'intensifier avec la croissance démographique et les changements climatiques. Ces tendances ont contribué à l'appauvrissement des nappes phréatiques, à la perte de terres arables pour la production agricole, et au déplacement de personnes lorsque les ressources en eau étaient insuffisantes pour permettre la santé, le bien-être et les moyens de subsistance.

Dans l'ensemble de la région arabe en 2015, 51 millions de personnes (9 % de la population totale) n'avaient pas accès à des services d'eau potable de base, et 73 % d'entre eux vivaient en milieu rural (OMS/UNICEF, 2018b).

<sup>11</sup> Bien que ces chiffres soient fréquemment mentionnés dans plusieurs rapports récemment produits par des organes des Nations Unies (entre autres), dont l'OIT (2017b) citée dans le présent rapport, ces estimations sont fondées sur des rapports publiés dès 2003 (Banque mondiale, 2003)

De hauts niveaux de déplacement interne dus aux conflits et à la violence persistent également dans les PMA de la région arabe, c'est-à-dire la Somalie, le Soudan et le Yémen. Le Soudan héberge le plus grand nombre de PDIP parmi les PMA arabes, avec plus de 3,3 millions de PDIP à la fin de l'année 2016 (CESAO/OIM, 2017).

Par ailleurs, les conséquences des catastrophes naturelles liées aux changements climatiques ont entraîné le déplacement de plus de 240 000 personnes dans toute la région arabe en 2016, la plupart d'entre elles dans les PMA arabes (98 %) : 123 000 personnes au Soudan, 70 000 en Somalie, et 36 000 au Yémen (CESAO/OIM, 2017). Cela signifie qu'il est nécessaire de prêter attention en particulier au renforcement de la résilience de ce groupe de personnes déplacées pour veiller à ne laisser personne pour compte.

## **Asie et le Pacifique**

En 2016, 29 des 48 pays de la région étaient considérés comme précaires en ce qui concerne l'eau, du fait de la faible disponibilité de l'eau et du prélèvement non durable des nappes phréatiques (ADB, 2016). Cette demande accrue en irrigation aux fins de l'agriculture a entraîné un important stress sur les nappes phréatiques dans certaines régions, surtout dans deux zones produisant de la nourriture — la grande plaine de Chine du Nord et le nord-ouest de l'Inde (Shah, 2005).

Les niveaux élevés de pollution de l'eau restreignent le volume d'eau potable disponible ; ils proviennent des taux alarmants d'eaux usées non traitées déversées dans les masses d'eau de surface — 80 % à 90 % en Asie et dans le Pacifique — et des niveaux élevés de contamination chimique des eaux de ruissellement dans certaines régions (CESAO, 2010).

Malgré des progrès remarquables en ce qui concerne l'accès à une eau potable gérée en toute sécurité, en 2015, un résident rural sur dix et 30 % de la population vivant dans les pays en développement sans littoral n'y avaient pas accès (OCDE, s.d.). La même année, 1,5 milliard de personnes n'avaient pas accès à des installations d'assainissement améliorées (CESAO, 2017).

Tandis que 89 % de la population des zones urbaines d'Asie de l'Est et du Sud-Est a accès à des services d'eau potable gérés en toute sécurité, ce pourcentage chute à 61 % en Asie centrale et du Sud (OMS/UNICEF, s.d.). Les progrès sont ralentis en Asie du Nord, en Asie centrale, dans le Pacifique et dans les pays les moins avancés (CESAP, 2016).

Des disparités similaires sont présentes dans l'ensemble de la région quant à l'assainissement. En Asie et dans le Pacifique, la région la plus vulnérable aux catastrophes au monde, les catastrophes naturelles deviennent plus fréquentes et plus intenses, et le risque de catastrophe dépasse la résilience (CESAP, 2018).

Les villes et villages des zones côtières de faible élévation d'Asie et du Pacifique, qui comptent près de 50 % des résidents urbains, sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles.

## **Europe et Amérique du Nord**

En 2015, les personnes « laissées pour compte » de la région comprenaient 57 millions de personnes ne disposant pas d'eau courante chez elles, et 21 millions de personnes n'ayant toujours pas accès aux services d'eau potable de base. Par ailleurs, 36 millions de personnes n'ont pas accès à l'assainissement de base et utilisent un assainissement non sécurisé, partagé ou non durable (OMS/UNICEF, s.d.).

Bien que la situation soit particulièrement grave pour une majeure partie de la population d'Europe de l'Est, du Caucase et d'Asie centrale, de nombreux citoyens d'Europe occidentale et centrale, ainsi que d'Amérique du Nord, souffrent aussi du manque d'accès ou d'un accès inéquitable aux services d'eau et d'assainissement.

## **Latin American and the Caribbean**

En 2015, 65 % de la population d'Amérique latine et des Caraïbes avait accès à des services d'eau potable gérés en toute sécurité, mais seulement 22 % à des services d'assainissement gérés en toute sécurité. La même année, 96 % de cette population a utilisé au moins un service d'eau de base et 86 % au moins un service élémentaire d'assainissement (OMS/UNICEF, 2017a).

Dans les pays de la région, les niveaux de couverture des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement sont bien plus faibles en milieu rural qu'en milieu urbain. En ce qui concerne l'accès à au moins un service élémentaires, la différence entre les zones urbaines et rurales s'élève à 13 % pour les services d'approvisionnement en eau et 22 % pour les services d'assainissement (OMS/UNICEF, 2017a).

## Afrique subsaharienne

La pénurie d'eau périodique et chronique représente un obstacle majeur au développement de l'Afrique subsaharienne. L'agriculture contribue à hauteur de 15 % au PIB total de la région, les pourcentages allant de moins de 3 % au Botswana et en Afrique du Sud à plus de 50 % au Tchad. L'irrigation dépend fortement des nappes phréatiques, et des données suggèrent que plusieurs aquifères ont été appauvris : une étude de la National Aeronautics and Space Administration (NASA) (2015) a rapporté que huit aquifères majeurs d'Afrique n'ont presque pas été rechargés pour compenser les prélèvements d'eau entre 2003 et 2013.

En 2015, seulement 24 % de la population d'Afrique subsaharienne avait accès à une eau potable améliorée.

La moyenne des personnes ayant accès à des services d'assainissement de base s'élevait seulement à 28 % (OMS/UNICEF, 2017a).

Actuellement, 189 millions d'habitants de bidonvilles vivent en Afrique subsaharienne (sur 883 millions d'habitants de taudis au monde) (ONU, 2018b).

**Préparé par WWAP** | Engin Koncagül, Michael Tran, Richard Connor et Stefan Uhlenbrook.

Ce résumé est publié par WWAP pour le compte d'ONU-Eau.

© UNESCO 2019



Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Pour plus d'informations sur les droits et licences, voir le rapport sur [www.unesco.org/water/wwap](http://www.unesco.org/water/wwap).

SC-2019/WS/9

### Programme mondial de l'UNESCO pour l'évaluation des ressources en eau

Bureau du programme d'évaluation mondiale de l'eau

Division des sciences de l'eau, UNESCO

06134 Colombella, Pérouse, Italie

Email: [wwap@unesco.org](mailto:wwap@unesco.org)

[www.unesco.org/water/wwap](http://www.unesco.org/water/wwap)

Nous remercions le Gouvernement italien et la Regione Umbria pour leur soutien financier.



Regione Umbria